



AGENCIA NUEVA NICARAGUA



BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 113 / 31 MAI 88

CONFLIT CONTRA/CONTRA: NOUVEL EPISODE DU COMBAT DES CHEFS .
Adolfo Calero au tapis après une charge de la CIA et un coup bas d'Alfredo Cesar.

LE QUOTIDIEN LA PRENSA GAGNE PAR LE MODELE CHILIEN .

"La Prensa" s'est lancée avec une vigueur renouvelée dans la guerre psychologique, suivant la voie tracée par "El Mercurio" dans le Chili d'Allende. Roberto Garcia Boza nous offre quelques exemples de son style et de sa conception de l'information.

LE PROBLEME DES SEQUESTRES ET DISPARUS .

Déclarations contradictoires de la Contra, silence de la hiérarchie catholique: les familles des Nicaraguayens enlevés par la Contra sont toujours dans l'angoisse.

RENCONTRE GOUVERNEMENT/CONTRA: PAS DE RUPTURE MAIS AUCUN RESULTAT CONCRET

Arrivée avec une "nouvelle proposition" inacceptable, la délégation contra s'est pliée à la loi de Bermudez: après beaucoup de va-et-vient, rien n'a été signé à l'issue de trois jours de réunion. Cependant les accords de Sapoá ne sont pas morts et les conversations reprendront le 7 juin.

NOUVEAU PLAN DE LA CIA POUR DESTABILISER LE NICARAGUA .

Un quotidien mexicain a révélé un plan de la CIA pour destabiliser le gouvernement du Nicaragua. L'opposition de droite et une partie de la hiérarchie catholique sont impliquées.

LA NOUVELLE LOI SUR LES MUNICIPALITES EN DISCUSSION AU PARLEMENT .

Le projet de loi prévoyant la constitution de nouvelles structures municipales s'inspire entre autres du modèle français. Il a été déposé à l'Assemblée nationale.

HONDURAS: L'ARBRE QUI CACHE LA FORET

Derrière l'arrestation de Rigoberto Regalado, demi-frère du chef des forces armées du Honduras, se profile en fait une reprise en main par Washington de l'armée hondurienne.

EN BREF :

- NOUVELLE DEVALUATION DU CORDOBA
- LE CHEF D'UN IMPORTANT COMMANDO CONTRA SE PREVAUT DE L'AMNISTIE
- LA CONTRA POSE DES EXIGENCES INACCEPTABLES POUR LA PROCHAINE REUNION AVEC LE GOUVERNEMENT
- EL SALVADOR: LE LEADER DE LA DEMOCRATIE-CHRETIENNE RECONNAIT L'AFFAIBLISSEMENT POLITIQUE DE DUARTE

40 P 11481

**CONFLIT CONTRA/CONTRA: NOUVEL
EPISODE DU COMBAT DES CHEFS.**

par Xavier Reyes

Managua, (ANN). Alfredo Cesar, leader d'une des composantes les plus fragiles de la Contra, est apparu, lors de la dernière réunion de la direction politique, comme le nouveau timonier d'un navire en perdition.

L'alliance, jusque là inconcevable, qu'Alfredo Cesar a conclue avec Enrique Bermudez, commandant en chef des forces contre-révolutionnaires, montre qu'il a intérêt à aiguïser les divisions entre les membres de la direction afin de tirer profit de l'affrontement entre Adolfo Calero et Bermudez.

A. Calero semble avoir perdu l'initiative dans la crise actuelle après qu'il a tenté un "coup d'Etat" contre Bermudez lors de la dernière réunion tenue à Miami les 14 et 15 mai derniers et au cours de laquelle il s'est bruyamment affronté à la CIA. En effet, il a brûlé une de ses dernières cartouches en poussant Pedro Joaquin Chamorro à proposer par écrit la destitution de Bermudez. Aristides Sanchez, qui se dit le "représentant de Bermudez" et celui "de l'état-major", a décidé de faire avorter la tentative en téléphonant aussitôt, comme le révèle le quotidien de droite "Washington Times", à la CIA elle-même, qui s'est chargée de remettre de l'ordre en menaçant de retirer son appui à la Contra et en injuriant copieusement la direction.

De toute évidence, Calero cherche à prendre le contrôle du directoire afin de mener lui-même la barque de la Contra. Pour cela, il essaie de s'arroger la part de pouvoir que chacun prétend représenter au sein de la direction.

P. J. Chamorro, assurément le moins représentatif de tous, s'est lancé pour donner l'estocade. La manoeuvre avait pour but de provoquer un affrontement sur le cas de Bermudez, ce qui aurait permis à Calero d'apparaître comme le sauveur en proposant une solution de conciliation: la présence de Bermudez aurait été acceptée en échange de la réintégration des commandants rebelles destitués par l'ex-colonel somoziste et soutenus ouvertement par Calero. Cette situation aurait eu l'avantage de donner à ce dernier un poids militaire estimé à 3000 hommes. Mais il a dû renoncer à son second Jocker devant la violente charge de la CIA.

Alfredo Cesar, qui a annoncé après la signature de Sapoá son intention de former un parti social-démocrate, ce qui est loin d'être du goût de tout le monde, avait été accusé par Bermudez de "s'être vendu aux Sandinistes". Mais il a négocié son premier virage lors de la réunion avec le gouvernement qui s'est tenue à Managua les 17 et 18 avril, pariant sur le fait qu'un conflit public entre les dirigeants de la Contra allait entraîner la fin du soutien des

Etats-Unis. Pour lui, Bermudez est un poids difficile à soulever parce qu'il tient les troupes et qu'il a l'appui de la CIA, sans compter celui de responsables militaires honduriens. C'est pourquoi il a estimé que le plus important était de neutraliser Calero et de l'empêcher d'avoir l'initiative dans la crise. Pour cela il s'est solidarisé avec l'ancien colonel de la Garde somoziste.

Cependant Calero a pensé que ce n'était pas le moment de se rendre: il a menacé de faire des révélations explosives qui compromettraient gravement le parti republicain et de hauts fonctionnaires étatsuniens dans le Contragate et d'autres manoeuvres louches de la guerre contre le Nicaragua.

On a appris le 23 mai que c'est Alfredo Cesar qui conduira la délégation contra à la prochaine rencontre avec le gouvernement et que Bermudez en fera partie. Dans ces conditions, il est possible que l'on soit obligé de faire machine arrière dans la négociation et de recommencer à discuter sur les conceptions respectives des accords de Sapoá. Mais en même temps, le gouvernement nicaraguayen aura en face de lui la direction contra au complet et donc ceux qui ont réellement le pouvoir dans les forces irrégulières. Par ailleurs, le même jour, le président Ortega a déclaré que le gouvernement est disposé à négocier parallèlement avec les commandos qui souhaitent la paix, ce qui peut aboutir à des accords locaux suivis du désarmement des groupes.

Personne ne doute de l'habileté politique d'A. Cesar, mais il serait étonnant qu'il arrive à se sauver dans ces profondes et presque irréversibles divisions qui secouent la Contra tant sur le plan politique que militaire. "La Contra est entrée dans un processus de désintégration" a affirmé un fonctionnaire du département d'Etat étatsunien qui a préféré garder l'anonymat, ajoutant avec amertume: "Nous avons consolidé le régime sandiniste". Selon certains, cette analyse simpliste est destinée à pousser à la reprise de l'aide militaire à la Contra. Mais il semble désormais difficile que le projet de destabilisation de la révolution puisse un jour se remettre de la crise actuelle.

LE QUOTIDIEN LA PRENSA GAGNE PAR LE MODELE CHILIEN

par Roberto Garcia Boza.

Managua, (ANN). Le Chili a représenté, dans les années 70, le cas le plus typique de la mise en oeuvre par les Etats-Unis de la guerre psychologique destinée à saper les bases du processus politique inauguré par Salvador Allende, et, en dernière instance, faite pour le renverser, comme cela s'est effectivement produit. Le journal "El Mercurio" s'est prêté à ce jeu de façon exemplaire. Au Nicaragua, aujourd'hui, cette même stratégie, combinée avec l'agression, est utilisée, peut-être plus clairement encore, au moyen du quotidien "La Prensa".

A la mi-mai, la Direction des moyens de communication du ministère de l'intérieur a averti les directeurs de la presse écrite, de la télévision et des radios que les violations de la loi sur les médias ne seraient plus tolérées et les a invités à faire preuve de plus de responsabilité dans leur travail d'information. En effet, depuis plusieurs mois, la presse de droite a manqué gravement à l'éthique de la profession en annonçant des nouvelles fausses (par exemple, celle de l'assassinat d'un ouvrier par la police, voir bulletin no 110), et usant des pires insultes à l'égard du gouvernement ou de ses représentants. "La Prensa" s'est aussitôt lancée dans une campagne pour dénoncer ce qu'elle appelle "un attentat contre la liberté d'expression".

Comme exemple de la guerre psychologique que mène le quotidien de droite dans le but de troubler la vie économique, on pourrait citer la une du jeudi 12 mai: "Hausse imminente du prix de l'essence. Petronic (*) le nie mais les chauffeurs l'affirment". Ainsi a été créée puis élevée au rang de vérité une rumeur dont les conséquences ne se sont pas fait attendre: les propriétaires de stations service ont limité la distribution de carburant tandis que les automobilistes se précipitaient aux pompes. De là une pénurie artificielle mais réelle qui a affecté la population dont la consommation d'essence est déjà rationnée.

Le 16 mai, après l'avertissement du gouvernement, "La Prensa" insiste en troisième page: "Petronic nie la pénurie et l'augmentation, mais on fait la queue aux pompes". L'article propose en outre l'interview d'une "certaine personne" qui renforce le message visant à créer la panique: "On dit que le gouvernement va augmenter le prix de l'essence, alors on s'est précipité pour faire le plein".

Le même jour, dans un éditorial qui s'en prend à la déclaration du ministère de l'intérieur, "La Prensa" déclare à propos du service militaire patriotique - autre thème de prédilection du journal qui cherche à fomenté dans la population un réflexe d'opposition à ce devoir national: "Le Sandinisme est coupable de génocide, car la définition de ce terme est la persécution constante et sans fin d'une race ou d'un secteur de la population. dans ce cas,

le Sandinisme persécute de façon incessante et avec des méthodes chaque jour plus violentes et attentatoires un secteur de la population nicaraguayenne, c'est-à-dire tous les hommes qui sont en âge et ont la force de porter un fusil. Encore plus: le Sandinisme a converti cette loi en instrument pour persécuter les personnes âgées, les enfants et les infirmes". "La Prensa" signale incontinent: "Le Sandinisme essaie de cacher ces atrocités dignes de la pire époque du Nazisme car il veut continuer à recruter indéfiniment pour neutraliser toute rébellion".

Autre manchette, celle-là du 17 mai: "Des Sandinistes coupables de mort et de destruction" et en chapeau, en tout petits caractères: "Le ministre hondurien des Relations extérieures affirme...".

Les milieux de l'information considèrent que, compte tenu que "La Prensa" a peu de lecteurs (elle tire à 12'000 exemplaires), elle va continuer sur sa lancée dans l'unique but de provoquer sa fermeture et d'alimenter ainsi à l'étranger les accusations traditionnelles selon lesquelles au Nicaragua il n'y a pas de liberté d'expression. Mais le Nicaragua n'est pas le Chili. La volonté de "La Prensa" d'influencer l'opinion et de créer une ambiance de catastrophe se heurte à une situation bien différente: la démocratisation de l'information a été effectuée dès 1979.

(note: organisme d'Etat chargé de la distribution de l'essence).

LE PROBLEME DES SEQUESTRES ET DISPARUS

par Felipe Jaime.

Managua, (ANN). Parmi tous les problèmes soulevés par la guerre, l'un des plus douloureux est celui des personnes enlevées par la Contra et qui n'ont jamais réapparu, malgré les efforts entrepris par les familles pour obtenir leur libération ou, du moins, savoir où elles se trouvent.

Après la signature, le 7 août 1987, des accords d'Esquipulas, les parents des séquestrés ont recouvré l'espoir que la paix s'installe. Ils ont pensé que la libération des personnes enlevées allait être possible, ou du moins qu'on allait savoir ce qu'elles étaient devenues, le lieu où elles avaient été enterrées. Quand les accords de Sapoa ont été conclus, l'espérance des familles s'est accrue et elles ont redoublé d'efforts, faisant surtout appel à l'Eglise catholique pour qu'elle intercède auprès de la Contra. Cinq jours après, comme le prévoyait Sapoa, le gouvernement sandiniste a mis en liberté cent contras. Le cardinal Obando, qui assistait à leur libération, a déclaré qu'il souhaiterait que "tous les prisonniers politiques soient libérés". Mais il n'a pas dit un mot des séquestrés retenus par la Contra. Quelques jours plus tard,

leurs mères et parents ont une fois de plus fait appel au prélat pour demander sa médiation auprès de la Contra, mais leur démarche n'a reçu aucune réponse.

Lors de la première rencontre à Managua entre le gouvernement et la Contra, le cardinal s'est entretenu avec Adolfo Calero, Pedro Joaquin Chamorro et Azucena Ferrey, puis a annoncé que les séquestrés seraient mis en liberté, sans pour autant préciser la date et le lieu. Jusqu'à présent, rien n'a été concrétisé.

C'est également lors de cette première réunion à Managua que la direction des forces irrégulières a laissé entendre qu'elle n'avait aucun contrôle sur les forces militaires qui retiennent les séquestrés dans les montagnes ou dans les camps du Honduras. De son côté, le porte-parole des forces irrégulières, Bosco Matamoros, déclarait qu'il n'y a aucun séquestré, que tous ceux qui sont avec la Contra sont partis "volontairement". Pourtant, quelques heures après, A. Calero annonçait que 40 personnes allaient être libérées. Elles ne le sont toujours pas.

Mais les familles n'ont pas baissé les bras, au contraire, elles continuent à réclamer leurs fils disparus avec plus de force. A plusieurs reprises, elles ont demandé à rencontrer le cardinal Obando, mais il ne les a jamais reçues, alléguant "le manque de temps". Le 5 mai elles ont remis un communiqué à l'archevêché dans lequel elles décriaient: "Jusqu'à présent le cardinal a gardé un silence absolu. Nous lui demandons de nous accorder un peu de son temps et d'intercéder pour que soit apaisée notre soif de justice".

Aujourd'hui, le silence de l'Eglise se poursuit. La direction contre-révolutionnaire a fait la preuve qu'elle n'a aucun pouvoir sur la structure militaire pour faire libérer les dizaines de personnes qu'elle retient par la force et la terreur.

RENCONTRE GOUVERNEMENT/CONTRA: PAS DE RUPTURE MAIS AUCUN RESULTAT CONCRET

par Sergio Ferrari.

Managua (ANN). Ce n'est pas un hasard si la dernière rencontre entre le gouvernement du Nicaragua et la Contra - la troisième qui ait lieu à Managua et la quatrième sur le territoire nicaraguayen - n'a eu aucun résultat tangible. Dès que les membres de la direction des forces irrégulières sont arrivés à l'aéroport, on a pu sentir à travers leurs déclarations que leur intention était de ne rien signer.

En effet, les observateurs ont perçu dès les premiers moments que la Contra n'avait pas la volonté d'avancer dans la discussion de la conception du cessez-le-feu, pas plus

que de déterminer la façon de faire parvenir l'aide à ses propres forces sur le territoire nicaraguayen ni de progresser sur le processus de leur réintégration à la vie civile après qu'elles auront déposé les armes. Les dirigeants sandinistes ne s'étaient pas trompés en disant que la présence de Bermudez était un présage de tempête dans l'avenir du processus de négociation, bien qu'ils aient reconnu comme élément positif le fait de discuter pour la première fois en tête-à-tête avec lui sur les projets antagoniques du Sandinisme et de la Contra, dont les positions restent marquées du sceau du Somozisme.

Pendant les trois jours de dialogue, il y a eu des va-et-vient, des progrès apparents suivis de nouveaux durcissements de la délégation contre-révolutionnaire. On discutait à Managua, mais le centre de décision politique de la Contra se trouvait en réalité à la Maison Blanche. C'est dans cette logique que l'on peut comprendre ses zig-zags et ses hésitations au cours de la réunion.

Les représentants des forces irrégulières étaient arrivés avec une nouvelle proposition ne tenant aucun compte des centaines d'heures de discussions préalables et des accords partiels obtenus lors des précédentes réunions. Elle donnait entre autres cinq jours au gouvernement pour libérer tous les prisonniers et supprimer le service militaire. Cette position dure avait une explication. En effet, au même moment, le Congrès des Etats-Unis se prononçait sur une demande d'aide militaire aux mercenaires en cas d'échec des négociations. Cet amendement présenté par des Républicains n'a pas été approuvé et la Contra, affaiblie par l'échec de son lobby, a assoupli ses positions. Se montrant disposée à discuter la proposition gouvernementale en 32 points présentée en avril, elle a accepté de ratifier l'accord sur 16 d'entre eux qui avait été obtenu lors de la précédente réunion et d'aborder les autres. Il ne faut pas être grand magicien pour imaginer que si la proposition républicaine avait été acceptée, elle aurait abandonné la table des négociations en arguant "l'inflexibilité des Sandinistes" et leur refus de sa nouvelle proposition.

Les conversations ont donc continué le vendredi et une partie du samedi. Mais la délégation contre-révolutionnaire n'avait pas abandonné sa stratégie. Sa position s'est trouvée renforcée quand, le samedi à midi, le département d'Etat, dans un appel téléphonique que les médias locaux ont abondamment commenté, demandait à la direction de se rendre à San José (Costa Rica) pour rencontrer le président Arias, ce qui lui a servi de prétexte pour refuser de continuer à négocier et couper court à toute possibilité d'arriver à un résultat. Pourtant, la délégation du gouvernement s'est efforcée d'obtenir un accord minimum en cinq points: reconnaissance de la validité des accords de Sapoá et de la Commission de vérification, prolongation du cessez-le-feu provisoire jusqu'au 30 juin organisation par la fondation panaméricaine pour le développement de la distribution de l'aide aux forces irrégulières, libération des séquestrés avant le

15 juin et nouvelle réunion les 15, 16 et 17 juin. La Contra s'est refusée à signer ce document. Malgré les protestations du gouvernement qui dès le début s'était déclaré prêt à discuter le temps qu'il faudrait, la direction des Forces irrégulières a rejoint l'avion qui l'attendait à l'aéroport. Les deux parties avaient cependant décidé de se revoir le 7 juin à Managua, bien que la Contra ait également refusé de signer un communiqué commun pour annoncer cette date. "Qu'ont-ils à faire à Miami ou au Honduras qui soit plus important que la paix au Nicaragua?" a lancé le général Humberto Ortega pendant sa conférence de presse le samedi après-midi. Qualifiant Bermudez de "colonel yankee", il a affirmé qu'il est venu à Managua pour empêcher ceux qui voulaient signer la paix injuriant ces derniers de lâches pour ne s'être pas opposés à l'ex-colonel somoziste. Interrogé sur ce qui adviendra lors de la prochaine rencontre, Humberto Ortega, qui conduit la délégation gouvernementale, n'a pas écarté la possibilité que Bermudez ne vienne pas "et que nous soyons sur le point d'assister à l'effondrement, à la segmentation de la direction contre-révolutionnaire".

En tout cas, les titres de la presse étatsunienne indiquent que la Contra est repartie de Managua dans une position moins avantageuse qu'elle ne l'espérait. Si, le samedi, les quotidiens présentaient sa nouvelle proposition comme un document positif, le lendemain ils rectifiaient le tir. "Managua offre un plan de réformes politiques...la Contra quitte les négociations malgré les concessions" (Washington Post)... "Managua accepte les exigences-clés de la Contra" (New York Times). La chaîne de télévision CNN annonçait: "Refus de la proposition du gouvernement qui visait à prolonger l'arrêt des opérations offensives". Deux éditoriaux, l'un de George Will, de droite, et l'autre du libéral David Ignatius critiquaient durement la politique extérieure de R. Reagan et parlaient de son échec total en Amérique centrale.

Cette réaction de la presse montre que les forces qui, au sein du Congrès et de l'Administration, pensaient faire leur beurre de l'échec des négociations et promouvoir une reprise de l'aide militaire aux mercenaires après la fin du cessez-le-feu provisoire n'ont pas obtenu les résultats escomptés.

L'opinion internationale tout comme la presse étatsunienne est en train de rendre son verdict: Sapoá est en vie grâce à la souplesse du gouvernement sandiniste et la Contra à un délai de 10 jours supplémentaires pour réfléchir sur sa situation. Si, à l'intérieur du pays, ses forces démantelées ne constituent pas un moyen de pression, au plan international son intransigeance obstinée n'a pas davantage de perspective.

NOUVEAU PLAN DE LA CIA POUR DESTABILISER LE NICARAGUA

par Roberto Garcia Boza et Ruben Montedonico.

Mexique et Washington, (ANN). La CIA, à travers la Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy) et d'autres organismes similaires qui lui servent de paravent, a conçu un nouveau plan pour destabiliser le gouvernement du Nicaragua qui prévoit l'utilisation de certains groupes internes, de partis politiques et d'un secteur de la hiérarchie catholique.

Cette information a été révélée le 23 mai dans le quotidien mexicain "El Día" par un journaliste de la page internationale, Ruben Montedonico. Elle a provoqué des remous tant au Nicaragua qu'aux Etats-Unis dans les sphères du pouvoir promotrices de la politique étatsunienne en Amérique centrale.

Presque au même moment, deux membres de la Chambre des Représentants, Mickey Edwards et Peter Kostmayer, ont soumis au Congrès une demande d'un million de dollars de financement spécial en faveur de la Fondation nationale pour la démocratie, dans le but de "promouvoir la démocratie au Nicaragua", ce qui renforce la crédibilité de la révélation faite par le journal mexicain.

Confirmant la teneur de l'article, la demande présente la fondation nationale pour la démocratie, organisme qui a très souvent été accusé d'être l'instrument de la CIA pour mener à bien ses opérations de destabilisation, comme une institution "qui a déjà une grande expérience en ce qui concerne la distribution au Nicaragua de fonds destinés à des programmes qui ne sont pas mis en oeuvre par des partis politiques". Le document signale plus loin que "des fonds supplémentaires sont nécessaires d'urgence pour compléter des programmes déjà existants et commencer de nouvelles activités avec des groupes nicaraguayens qui s'efforcent d'obtenir une véritable démocratie (...) Nous avons reconnu qu'il est de notre obligation morale de soutenir des forces politiques pacifiques et démocratiques en Pologne, au Chili, en Afrique du Sud et ailleurs. Maintenant nous devons offrir le même appui aux Nicaraguayens qui luttent pour faire avancer la démocratie par des méthodes similaires".

Le plan de la CIA, qui n'a pu être démenti par les groupes ou les individus incriminés, a été révélé par des informateurs liés à la diplomatie étatsunienne. Son objectif central est que l'opposition se lance dans des actions de désobéissance civile pour obliger les autorités à les réprimer. Cette répression provoquera à son tour le renforcement du mouvement de désobéissance nécessaire pour "enflammer le Nicaragua".

DES DOLLARS POUR TOUT LE MONDE

Selon les informateurs du journal mexicain, 20'000 dollars ont déjà été versés à la Coordination Sacasa (autre nom de la Coordination démocratique nicaraguayenne, CDN, organisation de droite qui regroupe des partis, des syndicats et le Conseil supérieur de l'entreprise privée), comme avance sur une somme bien supérieure qui sera versée au cours de l'application du plan de destabilisation. Cet argent a été donné à Carlos Huembes, Adan Fletes, Alberto Saborio et Gilberto Cuadra, tous de la CDN.

Par ailleurs, 12'000 dollars ont été versés à l'avocat Enrique Sotelo, mentor du mouvement des familles de gardes somozistes et contras emprisonnés appelé "Mouvement du 22 janvier". Mais ce n'est également qu'une partie de ce qui a été promis aux dirigeants de cette organisation.

La CDN, le mouvement du 22 janvier et les partis politiques d'opposition qui acceptent de participer au projet devront manifester dans les rues, avec ou sans autorisation, pour défendre les emprisonnés, la liberté d'expression et protester contre le service militaire. En outre, des grèves sont prévues, ainsi que des dénonciations sur le thème des soi-disant crimes du Sandinisme, en particulier contre les paysans.

LA CAISSE DE RESONNANCE EST PRETE

Le quotidien "La Prensa", porte-parole de la Contra, se comportera comme une caisse de résonance de toutes les activités programmées et, à cet effet, la CIA recourra aux avocats Emilio Alvarez et Fernando Zelaya, tout deux du parti conservateur et très liés à l'ambassade des Etats-Unis, comme courroie de transmission. Des diplomates étrangers - le document fait mention entre autres de l'ambassadeur du Costa Rica à Managua, Farid Ayales - apporteront leur contribution.

Nos informateurs affirment que le coordinateur des activités du mouvement du 22 janvier n'est autre que John Craemer, diplomate de l'ambassade des Etats-Unis au Nicaragua. Par ailleurs, la CIA a prévu d'organiser de nombreuses visites de membres du Congrès étatsunien, formule qui a déjà été employée plusieurs fois, pour qu'ils participent à des marches et à des manifestations et soient "témoins de la répression brutale exercée par les autorités sandinistes".

ET MEME L'EGLISE

Le projet de la CIA inclue la participation de dignitaires de l'Eglise catholique à qui elle a proposé, par l'intermédiaire d'hommes politiques proches de la hiérarchie ecclésiastique, de publier des lettres pastorales et des documents qui devront exprimer entre autres :

- le désespoir des jeunes qui souffrent, ainsi que leurs mères, de devoir faire leur service militaire. La dénonciation des médias les faisant apparaître comme les propagateurs de la haine sociale.

- le fait que le Sandinisme a créé dans le pays une situation qui favorise l'alcoolisme, la délinquance, la dissolution de la famille et qui sur le plan économique est tellement désespérante que dans son ensemble elle a produit la même réalité que le Somozisme.

Avec ces instructions à la hiérarchie catholique, la CIA attend que le gouvernement sandiniste soit dénoncé pour sa corruption, pour sa gestion qui a conduit l'Etat à la banqueroute, et soit accusé de provoquer l'exode massif de techniciens et de cadres professionnels, de diviser les familles, de dispenser un enseignement athée, de perpétrer des assassinats de paysans et de vouloir en finir avec la liberté d'expression.

Dans ce but, un comité mixte composé d'hommes politiques et de propriétaires de médias, tous de la CDN, a été créé. Cette dernière partie du plan n'omet aucun détail, puisqu'il y est même conseillé de critiquer le choix des films présentés dans les cinémas et à la télévision, que les évêques accuseront de "pervertir la moralité des prêtres". Cette volonté de se servir de l'Eglise comme d'un instrument tient compte des contradictions internes de la hiérarchie.

Le plan de la CIA s'inscrit dans le cadre des efforts développés pour faire échouer les accords de Sapoá et modifier le rapport de forces au sein du Congrès étatsunien afin d'obtenir le vote d'une nouvelle aide militaire à la Contra, qui pourra ainsi continuer à semer la terreur et la mort au Nicaragua. Il prétend de façon générale produire à lui seul des effets qui permettront le renversement du gouvernement nicaraguayen.

LA NOUVELLE LOI SUR LES MUNICIPALITES EN DISCUSSION AU PARLEMENT.

par Xavier Reyes.

Managua, (ANN). La présentation à l'Assemblée nationale d'un projet de loi qui établit les nouvelles structures de l'administration municipale va provoquer un débat qui, selon les observateurs, donnera la mesure de ce que seront les élections municipales normalement prévues pour les premiers mois de 1989.

La présidence de la République a déposé au secrétariat de l'Assemblée nationale un projet en 74 articles qui, entre autres nouveautés, prévoit la création de conseils municipaux élus au suffrage universel qui vont se substituer aux traditionnelles mairies aujourd'hui dépassées. Les conseils municipaux, dont la conception s'inspire de l'expérience de certain pays européens (la France et

l'Espagne par exemple) et latino-américains seront dotés d'une autonomie "qui n'a pas de précédent dans la législation nationale".

Alors que la droite a exercé de fortes pressions pour l'élection de nouveaux maires, la loi va intéresser tous les partis et des organisations de masses puisqu'elle propose une composition pluraliste des conseils municipaux, comme l'a expliqué Rafael Solis, secrétaire de l'Assemblée nationale. En effet, chaque parti proposera une liste et sera représenté proportionnellement au nombre de votes obtenus.

Le projet propose en outre que les conseillers soient élus au suffrage universel pour six ans, qu'ils élisent à leur tour l'un d'entre eux au poste de maire à la majorité simple et que leur nombre varie selon le nombre d'habitants de la municipalité.

Pendant la dictature somoziste, les élections municipales avaient lieu en même temps que la présidentielle. Les électeurs choisissent les maires sur une liste conduite par le candidat à la présidence et le candidat à la vice-présidence. "L'administration municipale n'était alors qu'un instrument de répression généralisée et se caractérisait par la corruption, l'inefficacité face aux besoins de la population" explique l'un des attendus du projet de loi.

Les municipalités actuelles sont nées selon une conception nouvelle au fur et à mesure que les villes étaient libérées. C'étaient les leaders les plus populaires qui ont été élus par consultation populaire.

Le projet de loi organise "l'autonomie municipale" inscrite dans la constitution, accomplissant ainsi la décentralisation que l'Etat révolutionnaire a proclamé en 1979. En plus des conseils municipaux, le projet prévoit la réalisation au moins deux fois par an d'assemblées populaires constituées par les habitants, qui devront être informées du projet de budget et de son exécution. Elles auront en outre capacité pour proposer au conseil municipal le remplacement du maire et pour demander la création de nouvelles municipalités.

C'est ainsi que le pays va désormais connaître deux grands moments électoraux: l'élection présidentielle, qui a lieu le même jour que les élections législatives, et le scrutin municipal. La présentation du projet permettra la reprise du débat politique qui est au point mort à cause de l'intransigeance d'une partie de l'opposition, surtout des partis qui ne sont pas représentés à l'Assemblée, qui font de la réforme de la constitution qu'ils demandent la condition sine qua non de la reprise du dialogue national.

Rafael Solis a annoncé que le débat commencera le 1er juin à l'Assemblée nationale, qui décidera soit de la rejeter soit de l'examiner en commission, cas le plus probable.

HONDURAS : L'ARBRE QUI CACHE LA FORET .

Tegucigalpa, mai (ANN). Le général Gustavo Alvarez qui s'était exilé aux Etats-Unis réapparaît aujourd'hui dans ce qui semble être un conflit entre les Etats-Unis et le Honduras qui sous le prétexte de trafic de drogue vise en fait à une redéfinition des relations entre les deux pays.

Treize employés de l'aéroport Toncontín, à Tegucigalpa, ont été arrêtés récemment pour être interrogés dans le cadre de l'enquête sur le colonel Rigoberto Regalado, ambassadeur du Honduras au Panama qui avait été appréhendé *****arrêté quelques jours auparavant à Miami alors qu'il transportait dans une mallette 11 kilos de cocaïne.

Demi-frère du général Humberto Regalado, chef des forces armées, le diplomate n'a pas pu faire valoir son immunité auprès de la police de Miami. Non seulement le gouvernement de Tegucigalpa n'a élevé aucune protestation contre cette irrégularité, mais encore il s'est refusé à apporter la protection consulaire de rigueur.

Cette affaire n'est pas un simple épisode délictueux. Depuis plus de deux mois, les Etats-Unis tentent de mener une véritable battue contre les militaires honduriens impliqués dans le trafic de drogue.

Elliot Abrams, le "célèbre" secrétaire d'Etat adjoint, avait alors menacé de "révéler" des noms si des mesures n'étaient pas prises au Honduras. Dans un premier temps, Washington est passé à l'acte en "enlevant" le trafiquant Matta Ballesteros, avec la complicité du gouvernement hondurien. La réaction de colère de la population ne s'est pas fait attendre et a abouti à l'attentat contre l'ambassade des Etats-Unis à Tegucigalpa, auquel ont également participé des forces d'extrême-droite.

Au cours de ces dernières années, les disputes entre les militaires honduriens s'étaient aggravées à mesure que les ressources provenant du nord et du sud affluaient sous forme d'aide directe, de financement à la Contra et de trafic de drogue.

Pour les militaires de haut rang, la crise centraméricaine était devenue une source de richesse comme en fait état le rapport officiel de l'Iranganate, qui ne laisse aucun doute à ce sujet. Pour Washington, la situation commençait à devenir difficile, voire même incontrôlable dans le cas où le haut commandement arriverait à avoir une autonomie suffisante pour imposer ses conditions, du moins en ce qui a trait à l'occupation étatsunienne.

Dans ce contexte, après quatre années d'exil volontaire, Gustavo Alvarez, qui fut le chef des forces armées de 1982 à 1984, est rentré dans son pays il y a un peu plus d'un mois. Il est difficile de penser qu'un tel personnage

reste inactif et l'on peut supposer qu'il est revenu pour remettre de l'ordre à l'intérieur des forces armées et faire en sorte qu'à nouveau apprivoisées, elles collaborent avec les Etats-Unis. Alvarez jouit d'un ascendant considérable parmi les militaires honduriens.

Il a atteint le grade de général en sautant les échelons et en passant outre les règlements. Il a favorisé ses compagnons de promotion et, une fois au commandement, il a proposé des alliances aux officiers qu'il aurait normalement dû promouvoir. C'est-à-dire qu'il connaît parfaitement l'armée et possède de l'autorité sur un nombre significatif d'officiers.

Le chef de file visible de la tendance autonomiste vis-à-vis des Etats-Unis était Humberto Regalado, le seul général en activité et actuel commandant des forces armées. La détention de son parent à Miami constitue un clair avertissement. Alvarez doit encore passer en jugement dans son pays: il doit répondre, d'une part, de la mort et de la disparition de civils et, d'autre part, de fraude à l'armée. Le premier point d'accusation découle de la constitution d'un escadron de la mort (en réalité le bataillon 316 de renseignement militaire), dont les implications ont été portées à la connaissance de la Cour inter-américaine des droits de l'homme qui siège à San José, Costa Rica.

L'on ne peut écarter la possibilité qu'à court terme le conflit entre les militaires honduriens connaisse de nouvelles convulsions et dégénère en de sanglants affrontements.

EN BREF :

NOUVELLE DEVALUATION DU CORDOBA

Managua, mai (ANN). La banque centrale du Nicaragua a procédé à une nouvelle dévaluation de 10 % de la monnaie, en élevant le taux de change à 12 cordobas pour dollar, et à 13 au change parallèle. En appliquant cette mesure, la Banque centrale démontre la souplesse de sa politique de change qui empêche la survalorisation du cordoba, conformément aux objectifs de la réforme monétaire introduite le 14 février dernier.

C'est la deuxième fois que le cordoba est dévalué depuis la réforme monétaire. La première fois, le taux de change était passé de 10 à 11 cordobas pour un dollar, tandis qu'au marché parallèle il était monté à 11 cordobas et 85 centimes.

Plusieurs économistes, indépendants ou travaillant au gouvernement, s'étaient prononcés sur la nécessité de réajuster le cordoba sur la devise dans le but d'établir un rapport plus réaliste avec les produits importés et d'éviter que la production d'agro-exportation soit ralenti.

D'après ces experts, la mesure permettra de modifier les prix internes des principaux secteurs agricoles d'exportation, tels que le café et le coton, qui seront ainsi plus en rapport avec les prix du marché international.

De même, avec la dévaluation du cordoba, l'on espère que les prix des produits importés subissent des modifications, ce qui, d'après les objectifs de la réforme monétaire, poussera les producteurs à utiliser au maximum les ressources du pays et à limiter l'importation de produits, en élevant la productivité.

LE CHEF D'UN IMPORTANT COMMANDO CONTRA SE PREVAUT DE L'AMNISTIE.

Managua, (ANN). Felix Hernandez, alias "Alfa Lima", chef d'un commando contra de 475 combattants, a déserté des files de la contre-révolution et a recouru à la loi d'amnistie avec six de ses hommes.

Engagé dans la Contra depuis 1984, Felix Hernandez était le chef de l'un des groupes qui constituent le commando régional le plus important, le commando Jorge Salazar. Après avoir déposé les armes, il est venu à Managua où, le 25 mai, au moment même où le gouvernement se réunissait avec la direction de la Contra, il a donné une conférence de presse au cours de laquelle il a expliqué:

J'ai pris la décision de ne plus de mêler de cette guerre qui ne fait que porter préjudice au peuple. Je veux me consacrer à ce processus de paix parce que je me suis convaincu que j'étais dans l'erreur et qu'il faut que cette guerre s'arrête. J'ai pris cette résolution parce que c'est une guerre payée par le gouvernement des Etats-Unis et parce que je vois qu'il y a une préoccupation absolue de la part de la révolution pour obtenir le cessez-le-feu". Il a affirmé que ses hommes sont prêts à se désarmer également."

A propos de Bermudez, il a déclaré: "Sincèrement il a une mentalité guerrière, il profite de cette guerre financée par les Etats-Unis (...) Ce monsieur a appartenu à la Garde Nationale et il a utilisé toutes sortes de représailles contre les chefs militaires comme Toño, Fernando ou Rigoberto. Il a eu peur qu'ils viennent à Managua pour négocier la paix, c'est pour ça qu'il les a expulsés. J'ai toujours dit qu'il était très répressif, sur tous les plans, sous toutes les formes possibles, dans toutes les communications ou conversations". Interrogé sur les séquestrés, il a révélé qu'environ 20 % des combattants de la Contra ont été enlevés et obligés par la force à s'intégrer pour être ensuite présentés comme des "volontaires".

LA CONTRA POSE DES EXIGENCES INACCEPTABLES POUR LA PROCHAINE REUNION AVEC LE GOUVERNEMENT

Managua, (ANN). Le vendredi 20 mai, au cours d'une conférence de presse, le vice-ministre des Relations extérieures du Nicaragua, Victor Tinoco, a expliqué que les exigences de la Contra pour la prochaine réunion au plus haut niveau sortent du cadre normal de discussions entre un gouvernement constitutionnel et des forces irrégulières.

A la demande du gouvernement que la rencontre ait lieu à Managua, le directoire des forces irrégulières a répondu en exigeant d'être reçu par le corps diplomatique (comme un gouvernement), de faire une intervention à la télévision, d'assister à une messe dans un lieu public, de résider à l'hôtel Intercontinental (au centre de la capitale) et d'avoir toute liberté de mouvement.

Par ailleurs, R. Ferrey a envoyé un message dans lequel il demande maintenant que la rencontre ait lieu à Sapoá aux dates fixées (25, 26 et 27 mai), ce qui, a souligné le vice-ministre, serait revenir en arrière.

V. Tinoco a expliqué que, de son côté, le gouvernement est disposé à autoriser que la Contra rencontre la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN) et les partis proches de ses positions dans l'hôtel où le directoire sera installé.

EL SALVADOR: LE LEADER DE LA DEMOCRATIE-CHRETIENNE RECONNAIT L'AFFAIBLISSEMENT POLITIQUE DE DUARTE.

Mexico, (ANN). Guillermo Guevara, nommé récemment secrétaire général du parti démocrate-chrétien du Salvador, a affirmé, lors de son passage à Mexico, que le gouvernement des Etats-Unis qui jusqu'alors a soutenu le président Duarte pourrait maintenant donner son appui à l'Alliance nationale republicaine (ARENA), composée de "groupes d'extrême droite", qui a gagné les élections législative il y a deux mois.

G. Guevara, qui était jusqu'aux élections président de l'Assemblée législative, a reconnu que le gouvernement de Duarte est sévèrement affaibli sur le plan politique parce que les besoins fondamentaux de la population n'ont pas été satisfaits et qu'il n'y a eu aucun progrès vers la fin de la guerre qui dure déjà depuis huit ans.

Le dirigeant démocrate-chrétien, qui fait en ce moment une tournée à l'étranger dans le but d'améliorer l'image de son parti, a nié que la démocratie-chrétienne salvadorienne soit en faillite malgré son échec aux élections. Il a signalé que son organisation allait entreprendre une grande campagne pour la victoire de son candidat, Julio Rey, aux élections présidentielles. Il a également assuré que son parti serait prêt à entamer le dialogue avec la guérilla et à conclure des alliances avec des organisations patronnales, sociales et même avec des groupements de la gauche démocratique comme le Front démocratique révolutionnaire (FDR) dirigé par Ruben Zamora. Quant à la possibilité d'un processus électoral démocratique et pacifique, G. Guevara a affirmé que dans son pays on ne peut rien garantir car "il vit en effervescence à cause de cette guerre qui semble ne pas avoir de fin".

En ce qui concerne la situation politique et sociale, il a souligné que pour la première fois commence à surgir dans la population "un sentiment anti-étatsunien" car la politique menée par la Maison Blanche a empêché de mettre fin à la guerre, qui engloutit 50 % du budget national et provoque la souffrance du peuple salvadorien.

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires, en allemand et en anglais. Directeur: Roberto García Bozo. - Prix d'abonnement pour particuliers : sfr 80.--/ff 300.--, pour comités de solidarité : sfr 200.--/ff 500.--

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

JA/PP

8042 Zürich

 abonnement-poste
 imprimé à taxe réduite